



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Conseillers en exercice : 61

Date de Publicité : 31/05/11

Reçu en Préfecture le : 01/06/11
CERTIFIÉ EXACT,

Séance du lundi 30 mai 2011
D-2011/329

Aujourd'hui 30 mai 2011, à 15h00,

le Conseil Municipal de la Ville de Bordeaux s'est réuni en l'Hôtel de Ville, dans la salle de ses séances, sous la présidence de

Monsieur Alain JUPPE - Maire

(sauf de 17h20 à 18h00 M.Hugues MARTIN)

Etaient Présents :

Monsieur Alain JUPPE, Monsieur Hugues MARTIN, Madame Anne BREZILLON, Monsieur Didier CAZABONNE, Monsieur Jean-Louis DAVID, Madame Brigitte COLLET, Monsieur Stephan DELAUX, Madame Nathalie DELATTRE, Monsieur Dominique DUCASSOU, Madame Sonia DUBOURG-LAVROFF, Monsieur Michel DUCHENE, Madame Véronique FAYET, Monsieur Pierre LOTHAIRE, Madame Muriel PARCELIER, Madame Arielle PIAZZA, Monsieur Josy REIFFERS, Madame Elizabeth TOUTON, Monsieur Fabien ROBERT, Madame Anne WALRYCK, Madame Laurence DESSERTINE, Monsieur Jean-Charles BRON, Monsieur Jean-Charles PALAU, Madame Alexandra SIARRI, Monsieur Charles CAZENAVE, Madame Chantal BOURRAGUE, Monsieur Joël SOLARI, Monsieur Alain DUPOUY, Madame Ana marie TORRES, Monsieur Jean-Pierre GUYOMARC'H, Madame Mariette LABORDE, Monsieur Jean-Michel GAUTE, Madame Marie-Françoise LIRE, Monsieur Jean-François BERTHOU, Madame Sylvie CAZES, Monsieur Nicolas BRUGERE, Madame Constance MOLLAT, Monsieur Maxime SIBE, Monsieur Guy ACCOCEBERRY, Madame Emmanuelle CUNY, Madame Chafika SAILOUD, Monsieur Ludovic BOUSQUET, Monsieur Yohan DAVID, Madame Sarah BROMBERG, Madame Wanda LAURENT, Madame Paola PLANTIER, Madame Laeticia JARTY, Monsieur Jacques RESPAUD, Madame Martine DIEZ, Madame Béatrice DESAIGUES, Madame Emmanuelle AJON, Monsieur Matthieu ROUYEYRE, Monsieur Pierre HURMIC, Madame Marie-Claude NOEL, Monsieur Patrick PAPADATO, Monsieur Vincent MAURIN, Madame Natalie VICTOR-RETALI, *M. Michel DUCHENE (présent jusqu'à 17h30), Mme Chantal BOURRAGUE (présente jusqu'à 17h50), Mme Sylvie CAZES (présente jusqu'à 17h30), Mme Emmanuelle CUNY (présente à partir de 17h55), Mr Matthieu ROUYEYRE (présent jusqu'à 17h30)*

Excusés :

Monsieur Anne-Marie CAZALET, Monsieur Alain MOGA, Monsieur Jean-Marc GAUZERE, Madame Nicole SAINT ORICE, Monsieur Jean-Michel PEREZ

**Délégation permanente du Conseil à M. le Maire
délibération D20080169 du 21 mars 2008. Direction
des Affaires Juridiques et du Contentieux. Compte-
rendu au Conseil Municipal arrêté au 31 décembre 2010.**

Monsieur Alain JUPPE, Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Par votre délibération n° D20080169 du 21 mars 2008 vous avez décidé de déléguer un certain nombre de compétences à M. le Maire pour la durée du mandat afin d'assurer une simplification et une meilleure efficacité dans la gestion des affaires courantes, conformément à l'article L 2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

En application de l'article L 2122-23 de même code, le compte-rendu vous est fait ci-après des actions menées dans ce cadre par la Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux arrêté au 31 décembre 2010

N° D'ORDRE (1)	AFFAIRES TRAITEES	N° ET DATE DE L'ARRETE (s'il y a lieu)	OBSERVATIONS
DELEGATION DE M. MARTIN <i>(Affaires Juridiques)</i>			
1	M. et Mme LILLET c/ Ville de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n°10Z0049 délivré le 1er avril 2010 à M. et Mme DUMAS pour des travaux de changement de destination et de modification de la façade de l'immeuble sis 24, rue Darbon.		Affaire pendante devant le Tribunal administratif de Bordeaux.
2	M.Christophe VERNA c/ Ville de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir assorti d'une requête en référé tendant à la suspension de l'exécution du permis de construire n°09Z0399 du 10 mars 2010 délivré à la SNC Les Bassins à Flots pour construire le campus de l'INSEEC.		Ordonnance 23 août 2010 du Président du Tribunal administratif de Bordeaux rejetant la requête en référé. Recours pour excès de pouvoir pendant devant le Tribunal administratif de Bordeaux.
3	Mme Marie-Joëlle LAULOM c/ Ville de Bordeaux - Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de l'arrêté du Maire du 11 mai 2010 délivrant à la SCI MCV un permis de construire modificatif n°00Z1383B pour un projet de construction d'un immeuble sur une parcelle sise 11, rue Edmond Costedoat.		Affaire pendante devant le Tribunal administratif de Bordeaux.

4	<p>M. SIVADE c/ Ville de Bordeaux -</p> <p>Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n°10Z0322 délivré le 7 juillet 2010 à M. et Mme COMBESCOT DE MARSAGUET pour la création de logements locatifs sur un terrain sis 18, rue Jules Steeg.</p>		Affaire pendante devant le Tribunal administratif de Bordeaux.
5	<p>M. VALAT c/ Ville de Bordeaux -</p> <p>Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n°10Z0300 délivré tacitement le 10 août 2010 du fait du silence de la Ville à la SARL du Chemin de Lapey pour la démolition d'un bâtiment et la reconstruction de logements locatifs sur un terrain sis 61-62, rue Charles Chaumet.</p>		Affaire pendante devant le Tribunal administratif de Bordeaux.
6	<p>M. et Mme Jean-Louis GOIN c/ Ville de Bordeaux -</p> <p>Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation de la décision de non opposition à la déclaration préalable n°09Z1624 du 11 janvier 2010 concernant la division du terrain sis 73, rue Marcelin Jourdan.</p>		Affaire pendante devant le Tribunal administratif de Bordeaux.
7	<p>Syndicat des Copropriétaires de la Résidence Condorcet c/ Ville de Bordeaux -</p> <p>Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n°09Z0636 accordé le 2 juin 2010 à la Société AQUITANIS-OPH pour la construction d'un EHPAD et de logements sur un terrain sis 15, rue des Généraux Duché.</p>		Affaire pendante devant le Tribunal administratif de Bordeaux.
8	<p>SCI BLANQUI 28 c/ Ville de Bordeaux -</p> <p>Recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation du permis de construire n°10Z0151 accordé le 3 août 2010 aux Sociétés Achard et Domofrance pour un projet de construction de logements rue Blanqui, rue Achard et rue des Etrangers.</p>		Affaire pendante devant le Tribunal administratif de Bordeaux.
9	<p>Mme EWALD c/ DDTM (Direction Départementale des Territoires et de la Mer) et Ville de Bordeaux -</p> <p>Recours en annulation de la décision du 7 décembre 2009 par laquelle l'Architecte des Bâtiments de France a donné son accord pour la conservation du rideau métallique existant à l'extérieur de l'immeuble sis 10, place des Grands Hommes.</p>		Affaire pendante devant le Tribunal administratif de Bordeaux.

10	Mme Amina MEKADMI c/ Ville de BORDEAUX - Recours tendant à l'annulation de l'arrêté du 12/07/2010 de non titularisation de Mme MEKADMI et à ce que le Tribunal ordonne à la Ville de la titulariser.		Affaire pendante devant le Tribunal administratif de Bordeaux
11	Mme Béatrice VERT c/ Ville de Bordeaux - Demande d'annulation de la décision en date du 28/06/2010 de la Ville de Bordeaux prononçant la consolidation de l'état de santé de l'intéressée à compter du 26/10/2009 et lui attribuant un taux d'invalidité de 5% au titre de son accident de travail et que soit ordonnée une nouvelle expertise médicale.		Affaire pendante devant le Tribunal administratif de Bordeaux
12	M. Bruno DONELIAN c/ Ville de Bordeaux - Recours tendant à obtenir la condamnation de la Ville de Bordeaux à lui verser 15337.10 € au titre du préjudice économique, 2000 € au titre du préjudice moral et 2000 € au titre des frais irrépétibles, pour manquement de la Ville à son obligation de réintégration.		Affaire pendante devant le Tribunal administratif de Bordeaux
13	M. Patrick DOMICILE c/ Ville de Bordeaux - Demande d'annulation de la décision du 7 mai 2010 fixant son taux d'invalidité à 7 %, qu'il soit enjoint à la Ville de le réexaminer et qu'elle soit condamnée à lui verser 1500 € au titre des frais irrépétibles.		Affaire pendante devant le Tribunal administratif de Bordeaux
14	Société The First Sécurité c/ Ville de Bordeaux - Action en référé précontractuel tendant à l'annulation de la procédure de passation du marché public de prestation de gardiennage et de sécurité pour les établissements culturels de la Ville de Bordeaux (Grand Théâtre de Bordeaux – Bibliothèque Municipale – CAPC).		Ordonnance du 28 décembre 2010 du juge des référés du Tribunal administratif de Bordeaux rejetant la requête.
15	Ville de Bordeaux c/ Georges SAVES - Péril imminent de l'immeuble 25/29, rue Jules Verne. Requête en référé devant le Tribunal administratif aux fins de désignation d'un expert chargé de se prononcer sur l'imminence ou non du péril.		Ordonnance du 5 janvier 2010 du Président du Tribunal administratif de Bordeaux nommant M. Jean ALBEDRO expert. Rapport d'expertise déposé le 10 janvier 2011 concluant au péril Imminent

16	<p>Ville de Bordeaux c/ La Société La CORNUBIA –</p> <p>Péril imminent de l'immeuble sis 85, quai de Brazza.</p> <p>Requête en référé devant le Tribunal administratif aux fins de désignation d'un expert chargé de se prononcer sur l'imminence ou non du péril.</p>		<p>Ordonnance du 20 décembre 2010 du Président du Tribunal administratif de Bordeaux nommant M. Georges COULAUD expert. Rapport d'expertise déposé le 13 janvier 2011 concluant au péril imminent.</p>
17	<p>Ville de Bordeaux c/ Syndic des copropriétaires de la Galerie Bordelaise –</p> <p>Péril imminent de l'immeuble situé entre les rues Sainte-Catherine, Saint Rémi, des Piliers de Tutelle et de la Maison Daurade.</p> <p>Requête en référé devant le Tribunal administratif aux fins de désignation d'un expert chargé de se prononcer sur l'imminence ou non du péril.</p>		<p>Ordonnance du 1^{er} décembre 2010 du Président du Tribunal administratif de Bordeaux nommant de M. Jean ALBEDRO expert. Rapport d'expertise déposé le 1^{er} février 2011 concluant au péril imminent.</p>
18	<p>Ville de Bordeaux c/ M. Jean-Claude HUILIER, Mme DOUSSEAU.-</p> <p>Péril imminent de l'immeuble situé 43/45, rue Borie.</p> <p>Requête en référé devant le Tribunal administratif aux fins de désignation d'un expert chargé de se prononcer sur l'imminence ou non du péril.</p>		<p>Ordonnance du 20 novembre 2010 du Président du Tribunal administratif de Bordeaux donnant acte du désistement de la Ville suite à la réalisation de travaux pour sécuriser la cheminée ayant motivé le péril.</p>

19	<p>Ville de Bordeaux c/ Mme Alice ROUX –</p> <p>Péril imminent de l'immeuble situé 49, rue Jules Guesde.</p> <p>Requête en référé devant le Tribunal administratif aux fins de désignation d'un expert chargé de se prononcer sur l'imminence ou non du péril.</p>		<p>Ordonnance du 18 décembre 2010 du Président administratif de Bordeaux nommant de M. LAGUIAN expert. Rapport d'expertise déposé le 21 octobre 2010 concluant au péril imminent.</p>
20	<p>Mme Kathia RICARD c/ Ville de Bordeaux -</p> <p>Dépôt sauvage de déchets ménagers 6, place des Martyrs de la Résistance.</p> <p>Recours en annulation du titre de recette.</p>		<p>Ordonnance du 15 novembre 2010 du Président du Tribunal administratif de Bordeaux donnant acte du désistement de Melle Kathia RICARD</p>
21	<p>Ville de Bordeaux C/ M. Alexis ANCONNIERE -</p> <p>Dégradations par tags commises le 26 juin 2010 aux 50, rue Sainte Catherine et 63, rue du Cancéra – Constitution de partie civile de la Ville.</p>		<p>Affaire pendante devant la Maison de la Justice et du Droit de Bordeaux</p>
22	<p>Ville de Bordeaux C/ M. Charles COLOMBAR -</p> <p>Vol et détérioration de lampadaires sur le parking du Parc Floral – Constitution de partie civile de la Ville.</p>		<p>Affaire pendante devant le Tribunal pour Enfants de Bordeaux</p>
23	<p>Ville de Bordeaux C/ M. Rémy BESSELLERE-LAMOTHE –</p> <p>Dégradations de biens par tags commises le 3 avril 2010 quai de Paludate à Bordeaux – Constitution de partie civile de la Ville.</p>		<p>Par notification d'une composition pénale du 21 septembre 2010 M. BESSELLERE-LAMOTHE a indemnisé la Ville de son préjudice</p>
24	<p>Ville de Bordeaux C/ M. Grégory LAMBIN -</p> <p>Massif de fleurs situé quai des Chartrons endommagé à la suite d'un accident de la circulation le 26 mars 2010 – Constitution de partie civile de la Ville.</p>		<p>Affaire pendante devant la Maison de la Justice et du Droit de Bordeaux Nord</p>
25	<p>Ville de Bordeaux – M.Rémy BARATON c/ M. M. Yann PROVOST -</p> <p>Outrage à agents de surveillance de la voie publique le 22 juillet 2010 – Constitution de partie civile de la Ville.</p>		<p>Affaire pendante devant la Maison de la Justice et du Droit de Bordeaux</p>

26	<p>Ville de Bordeaux C/ MM. Sylvio RISPOLI et Régis LAFONT -</p> <p>Vol et détérioration commis dans la nuit du 15 au 16 avril 2010 à l'église Saint Seurin – Constitution de partie civile de la Ville.</p>		Affaire pendante devant le Tribunal Correctionnel de Bordeaux
27	<p>Ville de Bordeaux - Mmes Sonia DABEZIES et Timothée GIRAULT C/ M. Karim LHADDAD -</p> <p>Agression verbale du 4 août 2010 des deux agents affectés au service de la Police municipale - Constitution de partie civile de la Ville.</p>		Jugement du Tribunal Correctionnel du 5 octobre 2010 condamnant M. LHADDAD à indemniser les parties civiles
28	<p>Ville de Bordeaux C/ M. Benoît BARON -</p> <p>Dégradations de biens par tags commises le 15 juin 2010 cours d'Alsace et Lorraine et rue Sainte-Catherine – Constitution de partie civile de la Ville.</p>		Affaire pendante devant la Maison du Droit et de la Justice des Hauts de Garonne
29	<p>Ville de Bordeaux C/ MM. Tastemur CENGIZ et Thomas BARROS -</p> <p>Dégradations de biens par tags commises le 22 août 2010 dans le quartier de la Bastide à Bordeaux – Constitution de partie civile de la Ville.</p>		Affaire en cours de règlement auprès de l'Association Laïque du PRADO
30	<p>Ville de Bordeaux – Mme Sandrine BORTONNINO et M. José DUMONT C/ M. COUTE -</p> <p>Agents affectés au service de la Surveillance de la voie publique victimes d'outrages et de menaces de mort – Constitution de partie civile de la Ville.</p>		Affaire pendante devant le Tribunal Correctionnel de Bordeaux
31	<p>Ville de Bordeaux – Mme Vanessa LASHERAS et M. Jérôme DESORTES C/ M. Philippe BOUDARD -</p> <p>Agents affectés au service de la Police municipale victimes d'outrages et de menaces de mort – Constitution de partie civile de la Ville.</p>		Affaire pendante devant le Tribunal Correctionnel de Bordeaux
32	<p>Ville de Bordeaux C/ M. Hervé COUASNON -</p> <p>Dégradation d'une porte d'un bureau situé dans l'Hôtel de Ville – Constitution de partie civile de la Ville.</p>		Affaire pendante devant le Tribunal de Grande Instance de Bordeaux
33	<p>Ville de Bordeaux C/ MM. Vincent GOBIL et Noé MALLET -</p> <p>Dégradations de biens par tags commises le 12 novembre 2010 rue Elie Gintrac à Bordeaux – Constitution de partie civile de la Ville.</p>		Indemnisation réalisée du préjudice subi par la Ville par les deux prévenus

34	Ville de Bordeaux C/ M. Aurélien MAS - Dégradations de biens par tags commises le 5 octobre 2010 sur le Pont de Pierre à Bordeaux – Constitution de partie civile de la Ville.		Affaire en cours de règlement auprès de l'Association Laïque du PRADO
35	Ville de Bordeaux C/ MM. Louis TOSI, Paul de FOURNOUX et PUDAL - Dégradations de biens par tags commises entre juillet et octobre 2010 dans divers quartiers de Bordeaux – Constitution de partie civile de la Ville.		Affaire en cours de règlement auprès de l'Association Laïque du PRADO
36	Ville de Bordeaux C/ M. David SAKR - Dégradations de biens par tags commises le 19 mai 2010 rue du Commandant Arnould à Bordeaux – Constitution de partie civile de la Ville.		Indemnisation du préjudice subi par la Ville réalisé par le prévenu
37	Ville de Bordeaux C/ M. Thomas CORDIER - Dégradation volontaire d'une vitre de l'immeuble communal 12-14, rue du Fort Louis à Bordeaux – Constitution de partie civile de la Ville.		Affaire pendante devant le Tribunal de Police de Boulogne sur Mer
38	Ville de Bordeaux C/ M. Hocine SLAOUA - Dégradation volontaire du feu tricolore fixé à l'entrée de l'Hôtel de Ville – Constitution de partie civile de la Ville.		Affaire pendante devant le Tribunal Correctionnel de Bordeaux
39	Nouveau Stade de Bordeaux – Contrat d'assistance de la Ville pour la mise au point des clauses d'assurances à prévoir par les candidats au Partenariat Public Privé.		Marché conclu le 22 décembre 2010 avec la Société Gras Savoye Grand Sud-Ouest en procédure adaptée en fonction de son montant (3900 € HT).

INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Fait et Délibéré à Bordeaux, en l'Hôtel de Ville, le 30 mai 2011

P/EXPEDITION CONFORME,

Monsieur Alain JUPPE